

de l'ordre de la jaretière, elle aurait dû faire profiter aussitôt les dirigeants du Komintern et du Profintern de cette distinction.

Comme on l'a vu, les syndicats ne jouent pas aujourd'hui un rôle progressiste, mais un rôle réactionnaire. Cependant des millions de travailleurs leur sont toujours fidèles. Cette constatation ne doit pas nous amener à croire que les ouvriers sont aveugles, et qu'ils ne perçoivent pas le changement du rôle historique des syndicats. Mais que feraient-ils d'autre ? La voie révolutionnaire est compromise à leurs yeux par les zig-zag et les aventures du communisme officiel. Les travailleurs se disent « soit, les syndicats sont mauvais, mais sans eux, tout risquerait d'aller plus mal encore ». C'est le raisonnement de celui qui se trouve dans une impasse. Cependant, la bureaucratie syndicale persécute les ouvriers révolutionnaires avec toujours plus d'impudence, liquidant la démocratie interne par la volonté d'une clique, transformant, quant au fond, les syndicats en camp de concentration pour travailleurs, à l'époque de la décadence capitaliste.

Dans ces conditions, l'on peut se demander s'il n'est pas possible de passer par dessus les syndicats, s'il n'est pas possible de les remplacer par des organisations nouvelles comme par exemple des syndicats révolutionnaires, des comités d'entreprise, des soviets, ou des organismes de ce genre ? Ceux qui sont partisans de ces tentatives font l'erreur fondamentale de confondre ces expériences organisationnelles avec la solution du grand problème politique ; comment libérer les masses de l'influence de la bureaucratie syndicale ? Cela ne sert pas à grand chose d'offrir aux masses une nouvelle proclamation. Il est nécessaire d'aller chercher les masses là où elles sont pour pouvoir les conduire ailleurs.

Les gauchistes impatientes disent souvent qu'il est absolument impossible de gagner les syndicats à notre cause, parce que la bureaucratie se sert toujours de l'appareil pour préserver ses intérêts particuliers, usant des plus basses machinations, de la répression ; et ne reculant devant aucune bassesse, tout comme l'oligarchie parlementaire à l'époque des « Bourgs pourris ». Pourquoi, disent-ils, perdre du temps et de l'énergie dans une telle entreprise ? Si l'on veut bien résumer l'argument, on verra qu'il consiste à fournir un prétexte, le caractère corrompu des directions syndicales, pour s'autoriser à ne pas mener le combat dans les masses. On peut développer plus loin cet argument : pourquoi ne pas abandonner aussi le travail révolutionnaire, en tirant prétexte des provocations et de la répression gouvernementale ? Il n'y a pas de différence fondamentale entre ces deux arguments, puisque la bureaucratie syndicale fait définitivement partie de l'appareil d'état, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Il est absurde de penser que la bureaucratie favorise sa propre destruction, où simplement qu'elle ne s'y oppose pas. Et puisqu'elle se défend par les persécutions, par la violence, par l'expulsion, et souvent en faisant appel à l'intervention du pouvoir, nous devons apprendre à travailler *discrètement* dans les syndicats, trouvant avec les masses un langage commun, sans nous découvrir à la bureaucratie. C'est précisément à l'époque actuelle, alors que la bureaucratie réformatrice s'est transformée en police économique du capital, que le travail révolutionnaire dans les syndicats peut obtenir des résultats décisifs en relativement peu de temps, s'il est dirigé d'une manière intelligente et systématique.